



**PRÉFET
DE LA VENDÉE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale de la
Protection des Populations de la Vendée**

Service environnement
19 rue Montesquieu
BP 90795
85000 La Roche-Sur-Yon

La Roche-Sur-Yon, le 18/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/11/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SCEA LES QUATRE SAULES

3, la Vergnaie
85130 Chanverrie

Références : 24-2618 CA
Code AIOT : 0006307265

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/11/2024 dans l'établissement SCEA LES QUATRE SAULES, implanté au 3, la Vergnaie, 85130 Chanverrie. L'inspection a été annoncée le 13/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCEA LES QUATRE SAULES
- 3, la Vergnaie 85130 Chanverrie
- Code AIOT : 0006307265
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La SCEA LES QUATRE SAULES conduit un élevage avicole dans 6 bâtiments de 2x1000 m³ et 4x1200 m³ (poulets et dindes) sur le site de la Vergnaie à CHANVERRIE. L'élevage exporte la majorité de ses fumiers en compostage vers l'EARL SOPAAC (contrat du 04/12/2017 pour 900 t). Le reste (estimé à 130 t) est épandu sur le parcellaire de la SCEA LES QUATRE SAULES (72 ha SAU).

Cet établissement est classé en ICPE par l'arrêté 2015/681 du 29 décembre 2015 pour 155550 emplacements de poulets ou 51850 emplacements de dindes (régime A en rubrique 3660-a), 2500m³ de stockage paille (régime DC en rubrique 1530), 15.5 t de stockage de gaz (régime DC en rubrique 4718-2).

L'exploitation située hors zone de répartition des eaux (ZRE) dispose d'un forage pour une consommation estimée à 40 m³/j.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Stockage des effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II	Demande d'action corrective	1 mois
4	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	Demande d'action corrective	6 mois
5	Installations électriques et techniques – Plans – FDS	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	Demande d'action corrective	1 mois
6	Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18	Demande d'action corrective	1 mois
7	Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (forage)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 19	Demande d'action corrective	1 mois
8	Éléments pris en compte pour le plan d'épandage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-b	Demande d'action corrective	6 mois
11	Émissions atmosphériques d'ammoniac	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45	Demande d'action corrective	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dossier installation classée	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4	conforme
2	Propreté – Insectes – Rongeurs	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10	conforme
9	Élimination des déchets,	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 35	conforme

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	médicaments vétérinaires et sous-produits		
10	Mise en œuvre des MTD	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 41	conforme

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Une fosse est utilisée pour les eaux souillées de lavage (plateforme équarrissage...). Elle est grillagée mais pas signalée par un panneau de danger.

Deux étangs localisés, l'un au sud des 2 bâtiments 800 et 801, l'autre derrière les 4 bâtiments 1160 à 1271, sont destinés à la lutte incendie. Ils auraient été réceptionnés par le SDIS85 selon l'exploitant. Néanmoins, la base de données du SDIS85, consultées après l'inspection, ne recense pas ces points d'eau.

Le plan des zones à risque reste à finaliser avec la localisation des matières dangereuses ou à risque pour l'incendie (armoires électriques, produits inflammables gaz, fioul..., onduleurs et panneaux du photovoltaïque). Les réserves incendie, les extincteurs, les vannes d'arrêt gaz pourraient y être ajoutés.

Les fiches de données de sécurité des produits dangereux (gaz, fioul, biocides...) n'ont pas été présentées. Elles sont à recenser et à conserver sur site sous forme papier ou informatique.

Le relevé du compteur des prélèvements d'eau du forage n'est pas présenté. En dessous de 100 m³/jour, il doit être mensuel et comptabiliser l'abreuvement et les autres utilisations (nettoyage...).

L'exploitant ne dispose pas du justificatif de déclaration du forage. L'imprimé correspondant lui est remis par l'inspecteur le jour du contrôle.

Le plan d'épandage a fait l'objet d'un dossier enregistré en préfecture le 10/11/2020 (dossier GM 2020/1133). Il était incomplet à l'époque et n'a jamais été complété. Aujourd'hui, ce dossier doit être reconsolidé avec :

- le tableau de rendements moyens des cultures
- les zonages environnementaux des parcelles (SDAGE, SAGE, ZAR, ZNIEFFs, natura 2000...).

L'exploitant indique qu'il va y ajouter 40 ha qu'il va reprendre en 2025. Ces nouvelles terres devront faire l'objet d'une aptitude à l'épandage, d'une étude du risque érosif et d'une étude sur leurs enjeux environnementaux.

La SCEA LES QUATRE SAULES n'a effectué aucune déclaration d'émissions polluantes, en particulier pour l'ammoniac atmosphérique, sur le site du GERE depuis sa mise en place en 2020.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dossier installation classée

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4
Thème(s) : Élevage, Dossier

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- un registre à jour des effectifs d'animaux présents dans l'installation, constitué, le cas échéant, du registre d'élevage tel que prévu par le code rural et de la pêche maritime ;
- les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir :
 - le registre des risques (art. 14) ;
 - le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage (cf. art. 23) ;
 - le plan d'épandage (cf. art. 27-2) et les modalités de calcul de son dimensionnement (cf. art. 27-4) ;
 - le cahier d'épandage, y compris les bordereaux d'échanges d'effluents d'élevage, le cas échéant (cf. art. 37) ;
 - les justificatifs de livraison des effluents d'élevage à un site spécialisé de traitement, le cas échéant (cf. art. 30), et/ou le cahier d'enregistrement des compostages, le cas échéant (cf. art. 39), et/ou le registre des résultats des mesures des principaux paramètres permettant de s'assurer la bonne marche de l'installation de traitement des effluents d'élevage si elle existe au sein de l'installation (cf. art. 38) ;
- les bons d'enlèvements d'équarrissage « (cf. article 34) ».

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.

Constats :

Le jour du contrôle :

- Les 2 bâtiments 800 et 801 à l'ouest du site sont vides depuis le départ du 12/11/2024 de 41000 poulets (2x20500).
- Les 4 bâtiments 1160, 1161, 1270 et 1270 comptabilisent chacun 8000 dindes et dindons, soit un total de 32000 animaux.

Les effectifs sont respectés.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Propreté – Insectes – Rongeurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10

Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie

Prescription contrôlée :

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières.

Toutes dispositions sont prises aussi souvent que nécessaire pour empêcher la prolifération des insectes et des rongeurs ainsi que pour en assurer la destruction.

Constats :

contrat de dératisation avec CTH avec 4 passages par an. Dernier passage le 04/10/2024.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Stockage des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II

Thème(s) : Élevage, Pollution

Prescription contrôlée :

Les équipements de stockage et de traitement des effluents d'élevage visés à l'article 2 sont conçus, dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel.

Les équipements de stockage à l'air libre des effluents liquides sont signalés et entourés d'une clôture de sécurité et dotés, pour les nouveaux équipements, de dispositifs de surveillance de

<p>l'étanchéité.</p> <p>Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1er juin 2005 et avant le 1er janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats.</p> <p>Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1er janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats.</p>
<p>Constats :</p> <p>A l'arrière des bâtiments 800 et 801, une fosse est utilisée pour les eaux souillées de lavage (plateforme équarrissage...). Elle est grillagée mais pas signalée par un panneau de danger.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13</p>
<p>Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre.</p> <p>A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances.</p> <p>La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.</p> <p>Ces moyens sont complétés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ; - par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques. <p>Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié.</p> <p>Leur localisation figure sur un plan de l'installation. Le cas échéant, le plan est mis à jour au plus tard le 1er janvier 2024.</p> <p>Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.</p> <p>Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ; - le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ; - le numéro d'appel du SAMU : 15 ; - le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ; <p>ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.</p> <p>Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de</p>

lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.
Constats : Un extincteur à poudre ou à eau par bâtiment + un extincteur dioxyde de carbone par groupe de 2 bâtiments contrôlés le 07/02/2024 par la SAFE. Numéros d'appel d'urgence et consignes affichés dans les sas Vannes de barrage présentes et signalées (exemple du bâtiment 801) Deux étangs localisés, l'un au sud des 2 bâtiments 800 et 801, l'autre derrière les 4 bâtiments 1160 à 1271, sont destinés à la lutte incendie. Ils auraient été réceptionnés par le SDIS85 selon l'exploitant. Néanmoins, la base de données du SDIS85, consultée après l'inspection, ne recense pas ces points d'eau.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Installations électriques et techniques – Plans – FDS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Prescription contrôlée : Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires. L'exploitant tient également à disposition les éléments justifiant que les moyens de lutte contre l'incendie prévus à l'article 13, notamment les extincteurs, sont correctement entretenus. Le ou les plans faisant figurer les informations prévues aux articles 8 et 13, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, le plan des réseaux de collecte des effluents mentionné à l'article 23, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.
Constats : Contrôle électrique et gaz effectué par veritas le 30/01/2023, délai des 5 ans respecté. Compte-rendu électrique présenté. Le plan des zones à risque reste à finaliser avec la localisation des matières dangereuses ou à risque pour l'incendie (armoires électriques, produits inflammables gaz, fioul..., onduleurs et panneaux du photovoltaïque). Les réserves incendie, les extincteurs, les vannes d'arrêt gaz pourraient y être ajoutés. Les fiches de données de sécurité des produits dangereux (gaz, fioul, biocides...) n'ont pas été présentées. Elles sont à recenser et à conserver sur site sous forme papier ou informatique.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18

Thème(s) : Élevage, Pollution
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³ par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation.</p> <p>En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion.</p> <p>Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Seuls peuvent être construits dans le lit du cours d'eau des ouvrages de prélèvement ne nécessitant pas l'autorisation mentionnée à l'article L. 214-3 du code de l'environnement. Le fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L. 214-18 du même code.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le relevé du compteur des prélèvements d'eau du forage n'est pas présenté. En dessous de 100 m³/jour, il doit être mensuel et comptabiliser l'abreuvement et les autres utilisations (nettoyage...). Le dispositif de disconnexion entre le forage et le réseau public est présent.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (forage)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 19
Thème(s) : Élevage, Pollution
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute réalisation ou cessation d'utilisation de forage est conforme aux dispositions du code minier et à l'arrêté du 11 septembre 2003 susvisé</p>
<p>Constats :</p> <p>Forage avec cuvelage et capot de fermeture à 50 m des bâtiments 800 et 801. Contrôle visuel extérieur de son remplissage.</p> <p>En revanche, l'exploitant ne dispose pas du justificatif de déclaration du forage. L'imprimé correspondant lui est remis par l'inspecteur le jour du contrôle.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Éléments pris en compte pour le plan d'épandage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-b
Thème(s) : Élevage, Pollution
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les éléments à prendre en compte pour la réalisation du plan d'épandage sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les quantités d'effluents d'élevage bruts ou traités à épandre en fonction des effluents produits, traités, exportés et reçus sur l'exploitation ; - l'aptitude à l'épandage des terres destinées à recevoir les effluents d'élevage bruts ou traités. L'aptitude des sols est déterminée selon une méthode simplifiée approuvée par le ministre en charge de l'écologie ;

<ul style="list-style-type: none"> - les assolements, les successions culturales, les rendements moyens ; - les périodes d'épandage habituelles des effluents d'élevage bruts et traités, le cas échéant, sur les cultures et les prairies ; - les contraintes environnementales prévues par les documents de planification existants ; - les zones d'exclusion mentionnées à l'article 27-3 ;
<p>Constats :</p> <p>Le plan d'épandage a fait l'objet d'un dossier enregistré en préfecture le 10/11/2020 (dossier GM 2020/1133).</p> <p>Bien que incomplet, la demande de demande de complément n'a pas été transmise à l'exploitant. Aujourd'hui, ce dossier doit être reconsolidé avec :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le tableau de rendements moyens des cultures • les zonages environnementaux des parcelles (SDAGE, SAGE, ZAR, ZNIEFFs, natura 2000...) <p>L'exploitant indique qu'il va y ajouter 40 ha qu'il va reprendre en 2025. Ils devront faire l'objet d'une aptitude à l'épandage, d'une étude du risque érosif et d'une étude sur leurs enjeux environnementaux.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 9 : Élimination des déchet, médicaments vétérinaires et sous-produits

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 35
Thème(s) : Élevage, Pollution
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont régulièrement éliminés dans des installations réglementées conformément au code de l'environnement.</p> <p>Les animaux morts sont évacués ou éliminés conformément au code rural et de la pêche maritime.</p> <p>Les médicaments vétérinaires non utilisés sont éliminés par l'intermédiaire d'un circuit de collecte spécialisé, faisant l'objet de bordereaux d'enlèvement, ces derniers étant tenus à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées. Cette disposition est applicable aux installations existantes à compter du 1er janvier 2015.</p> <p>Toute élimination de médicaments vétérinaires non utilisés par épandage, compostage ou méthanisation est interdite.</p> <p>Tout brûlage à l'air libre de déchets, à l'exception des déchets verts lorsque leur brûlage est autorisé par arrêté préfectoral, de cadavres ou de sous-produits animaux est interdit.</p>
<p>Constats :</p> <p>bâches et autres matériaux enlevés par ADIVALOR (dernier bon du 22/11/2024)</p> <p>restes de médicaments enlevés par medic'up (dernier bon du 02/05/2024)</p> <p>enlèvements des animaux constatés sur bordereaux secanim</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Mise en œuvre des MTD

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 41
Thème(s) : Élevage, Dossier
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation autorisée après la parution des conclusions MTD met en œuvre les meilleures techniques disponibles.</p>

Sans préjudice des dispositions de l'article L. 181-14 du code de l'environnement, l'exploitant choisit, précise et justifie dans le dossier de demande d'autorisation les meilleures techniques disponibles qu'il met en œuvre, au sein du document prévu à l'article R. 515-59 du code de l'environnement. L'installation respecte les niveaux d'émission.

L'exploitant met en œuvre des dispositions de surveillance notamment des émissions et des consommations répondant aux exigences des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs susvisés.

Constats :

L'exploitant met en œuvre les MTD qui le concernent sur lesquelles il s'est engagé dans son dossier de réexamen validé le 30 juillet 2019, à savoir :

- MTD 1 : système de management cohérent : la maintenance préventive est assurée (mais pas formalisée), pas de plainte connue
- MTD 3 et 4 : une alimentation multi-phase est mise en place (3 ou 4 phases selon l'exploitant)
- MTD 5 et 6 : les prélèvements d'eau sont enregistrés dans le cadre du suivi de l'élevage, le nettoyage est fait avec nettoyeur à haute pression, l'abreuvement se fait à l'aide de pipettes
- MTD 7 : les eaux résiduelles sont évacuées avec la litière. Une fosse est dédiée aux eaux souillées derrière les bâtiments 800 et 801.
- MTD 8 : ventilation dynamique dans les 6 bâtiments, éclairage par LEDs, chauffage réalisé à l'aide de radiateurs dans les bâtiments 800 et 801, canons à air dans les bâtiments 1160, 1161, 1270 et 1271

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Émissions atmosphériques d'ammoniac

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45

Thème(s) : Élevage, Dossier

Prescription contrôlée :

L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé. « L'exploitant transmet, en annexe de sa déclaration, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Si des outils de calcul ont été utilisés afin de déterminer ces émissions, ils sont transmis sans modification de leur format de fichier. »

Pour les exploitants des installations autorisées avant la parution des conclusions MTD, la première déclaration est faite début 2021 pour les émissions de l'année 2020

Constats :

La SCEA LES QUATRE SAULES n'a effectué aucune déclaration d'émissions polluantes, en particulier pour l'ammoniac atmosphérique, sur le site du GERE depuis sa mise en place en 2020.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : **Demande d'action corrective**

Proposition de délais : **4 mois**